

de soins médicaux que l'on aurait appliqué aux premiers stades de la maladie? Peut-être la moitié, selon certains experts.

Il est intéressant de noter que seulement 8 p. 100 des revenus des particuliers servent à soutenir l'enseignement à tous ses niveaux. Si je me souviens bien, l'ancien ministre des Finances, l'actuel secrétaire d'État aux Affaires Extérieures (M. Sharp) ayant promis que l'aide fédérale à l'enseignement supérieur serait augmentée, a abandonné le programme d'attribution de bourses. Or, le gouvernement fait marche arrière et réduit le programme d'aide à la santé. Le D<sup>r</sup> Hinchey a dit qu'il y avait au Canada, à l'heure actuelle, une grave pénurie de médecins. Il y a treize écoles de médecine au Canada, et on est en train d'en créer trois autres. Nous devrions consacrer chaque année 1,200 millions de dollars à la recherche et au développement dans les domaines des sciences, du génie, des affaires, de l'industrie et de la médecine. Nous n'y consacrons actuellement que 71 millions de dollars.

• (8.10 p.m.)

Chose certaine, bien des gens meurent au Canada faute de soins médicaux. Vous avez beau être l'homme le plus riche du monde: si vous perdez tout votre sang à cause d'un ulcère à l'estomac, cela ne vous servira pas à grand-chose. Il vous faut un bon médecin et un hôpital bien aménagé.

Nous avons, je le crois, prouvé de façon incontestable que la déclaration du ministre, à savoir que la pénurie de médecins n'était qu'un mythe, est complètement erronée. Il a dit que 1,200 médecins immigreraient au Canada chaque année, mais cela prête à confusion. On me dit que 600 seulement, ou moins, de ces médecins—soit moins de la moitié de ceux qui immigreront ici—se mettent à exercer. Nul n'ignore que les médecins qui viennent de Grande-Bretagne, d'Irlande, d'Australie...

**M. Caccia:** J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur.

**M. l'Orateur suppléant (M. Bécharde):** Le député de Davenport fait appel au Règlement.

**M. Caccia:** Le député me permet-il une question? Pourrait-il nous dire quels efforts font actuellement le corps et les associations médicales pour reconnaître les diplômés des docteurs immigrants?

**M. Rynard:** Monsieur l'Orateur, j'allais justement dire que tout le monde sait que les médecins qui viennent de Grande-Bretagne, d'Irlande, de Nouvelle-Zélande ou des Antilles britanniques sont généralement reconnus

[M. Rynard.]

comme ayant reçu une formation solide. Ils n'ont généralement aucune difficulté à obtenir leur licence. Dieu sait que nous les accueillons volontiers. Sans eux, nos services médicaux seront complètement désorganisés. Je pense que cela répond à la question de l'honorable député.

Le gouvernement se souciait, de toute évidence, d'assurer à tous les habitants de notre pays les meilleurs soins médicaux possibles, et cela devait coûter près d'un milliard de dollars. Puis il a fait marche arrière et a supprimé la caisse même—la Caisse d'aide à la santé—qui devait fournir les fonds nécessaires à la formation des médecins dont on aurait besoin. Selon les dires des spécialistes, on a réduit le fonds alors qu'il accusait déjà un déficit de 10 p. 100. Pour économiser quelques sous, on risque d'en perdre des milliers. On ne peut acheter ou fabriquer des médecins. Il faut les former. Le gouvernement ignore-t-il cela, ou ne s'en soucie-t-il point?

Non seulement le gouvernement a-t-il réduit le programme d'aide à la santé, mais, malgré la proportion infime de nos médecins par rapport au chiffre de notre population, il ne fait rien expressément pour encourager la formation de médecins. Il n'a offert aucune aide financière pour aider les écoles médicales à dispenser des cours d'été. Le gouvernement pourrait faire augmenter de 50 p. 100 la production de médecins, sans grandes dépenses supplémentaires. On dispose des bâtiments et du matériel nécessaires.

Je le demande au gouvernement, a-t-il sondé les provinces sur l'idée de renouveler le système appliqué avec tant de succès au cours de la dernière guerre. S'il faut en croire les experts, la qualité des médecins formés grâce à ce système en n'avait aucunement souffert. Il y a environ 5,000 étudiants dans les écoles de médecine du Canada. Parmi ceux-ci, il y en a environ 800 qui vont terminer leur dernière année et travailler dans les hôpitaux, s'ils en ont les moyens. Cela signifie qu'il y aura environ 4,000 étudiants qui devront trouver un emploi et ce n'est pas facile. Un grand nombre d'entre eux n'en trouveront pas. Je le demande au gouvernement, qu'y a-t-il de si difficile à appliquer à ces étudiants les principes de formation de la main-d'œuvre et à les payer pour assister aux cours de l'école de médecine pendant le semestre d'été? Ne serait-ce pas, en somme, du recyclage? On devrait accorder aux étudiants des prêts porteurs d'intérêts; ces prêts, remboursables une fois le diplôme obtenu, seraient exempts de l'impôt sur le revenu.

J'aimerais voir accepter plus souvent les candidatures des étudiants moyens, qui ne sont pas des forts en thème. A mon avis, l'enthousiasme devrait compter plus, et les succès